

Département des Hautes-Alpes



Commune de **BARATIER**

PLAN LOCAL D'URBANISME

4-1 : Servitudes d'Utilité Publique

***Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du :
21/05/2019***

Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du :

*Le Maire
Jean BERNARD*

4. ANNEXES

Janvier 2020

PLU approuvé

Auteurs : CK / AK



Atelier d'urbanisme et environnement CHADO

1 impasse du muséum

05000 GAP

☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

atelierchado@orange.fr

Département des Hautes-Alpes



Commune de **BARATIER**

PLAN LOCAL D'URBANISME

4-1 : Servitudes d'Utilité Publique 4-1-1 : Liste des Servitudes publiques

**Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du :
21/05/2019**

Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du :

**Le Maire
Jean BERNARD**

4. ANNEXES

Janvier 2020

PLU approuvé

Auteurs : CK / AK



Atelier d'urbanisme et environnement CHADO

1 impasse du muséum

05000 GAP

☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

atelierchado@orange.fr

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE
Commune de Baratier

<i>Type de servitude</i>	<i>Détail de la servitude</i>	<i>Acte ayant institué la servitude</i>	<i>Organisme gestionnaire de la servitude et adresse</i>
--------------------------	-------------------------------	---	--

SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

Patrimoine Naturel

Servitude de protection des forêts soumises au régime forestier	Forêt communale de Baratier	Périmètre RTM division domaniale de l'homme-Mort : déclaration d'utilité publique décret du 28 mars 1863, révisé par l'arrêté du 30 mai 1884 et modifié le 14 septembre 1886. Périmètre RTM division domaniale du Vachères : déclaration d'utilité publique décret du 28 mars 1863 et du 1 juin 1863, révisé par l'arrêté du 21 mai 1884 et du 5 juin 1884 et modifié les 13 et 14 septembre 1886.	ONF- RTM 5 route des silos 05 000 GAP Commune de Baratier
Servitude attachée à la protection des eaux potables	Captage de Verdun	Arrêté d'autorisation N°2002-351-12 du 17 décembre 2002.	ARS PACA 05 Parc « Agroforest » 5 rue des Silos BP 40 157 05004 GAP CEDEX
Servitude attachée à la protection des eaux potables	Captage de Charaille	Arrêté d'autorisation N°2002-351-13 du 17 décembre 2002	ARS PACA 05 Parc « Agroforest » 5 rue des Silos BP 40 157 05004 GAP CEDEX
Servitude attachée à la protection des zones agricole	Zone Agricole Protégée (ZAP) sur la plaine du Liou en cours d'instauration.	Une zone Agricole Protégée (ZAP) est à l'étude et devrait être mise à l'enquête publique conjointement au PLU.	

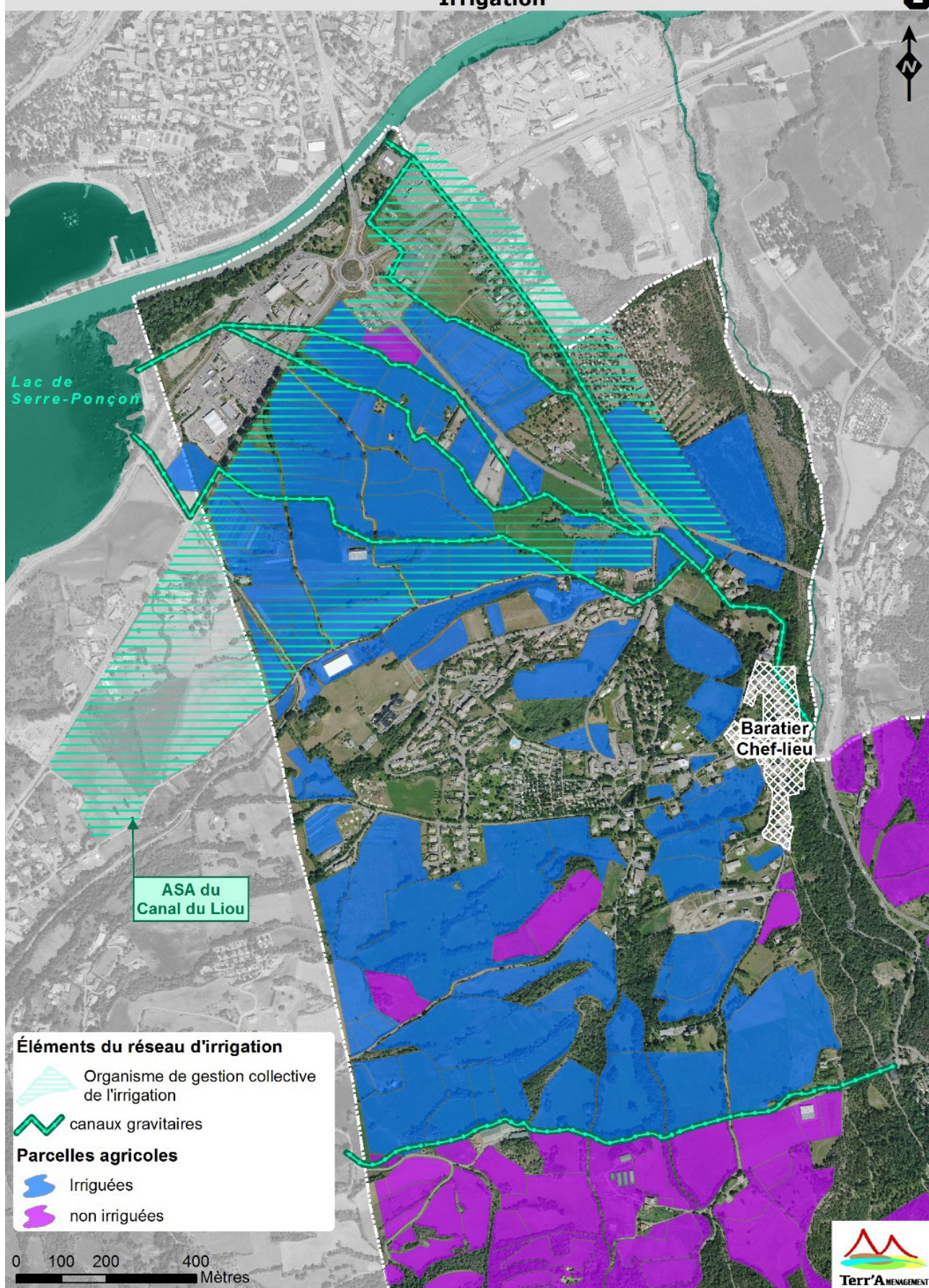
SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

Patrimoine Culturel

Site inscrit	Barrage de Serre-Ponçon	Site inscrit par arrêté du 24 décembre 1969	STAP Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine Cité Desmichels BP 1607 05016 GAP
---------------------	--------------------------------	---	---

SERVITUDES RELATIVES A LA SALUBRITE ET A LA SECURITE PUBLIQUES			
Sécurité Publique			
Plan de Prévention des risques naturels (PPR)	<p>Plan de prévention des risques naturels de la commune de Baratier.</p> <p>Pour les zones non couvertes par le Plan de Prévention des Risques Naturels, il existe une cartographie informative réalisé par la DDT05.</p> <p>Le PPR est une servitude d'utilité publique mais pour faciliter sa lecture il constitue une des annexes à part entière du PLU (pièce 5.2)</p>	<p>Arrêté préfectoral N°2012206-0001 du 24 juillet 2012 portant approbation du PPR de Baratier, modifié par arrêté préfectoral N°05-2018-02-22-004 du 22 février 2018.</p>	<p>Préfecture des Hautes Alpes 28 rue St Arey BP 80 100 05011 GAP CEDEX</p>

SERVITUDES RELATIVES A L'UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS			
Canalisations			
Servitudes attachées aux canalisations d'irrigation	- ASA du Liou		



Département des Hautes-Alpes



Commune de **BARATIER**

PLAN LOCAL D'URBANISME

4-1 : Servitudes d'Utilité Publique 4-1-2 : Plan des Servitudes publiques

**Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du :
21/05/2019**

Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du :

**Le Maire
Jean BERNARD**

4. ANNEXES

Janvier 2020

PLU approuvé

Auteurs : CK / AK



Atelier d'urbanisme et environnement CHADO

1 impasse du muséum

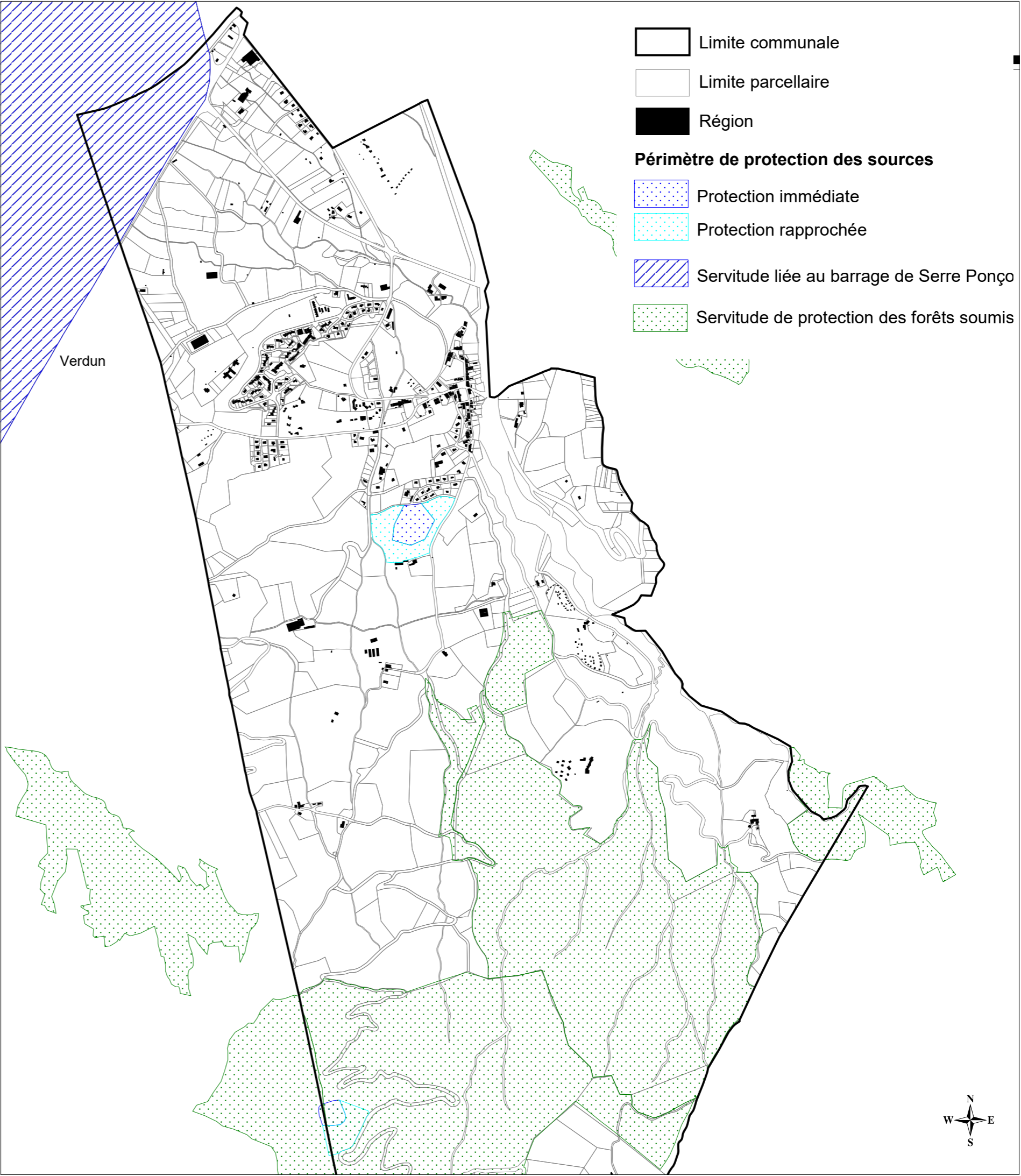
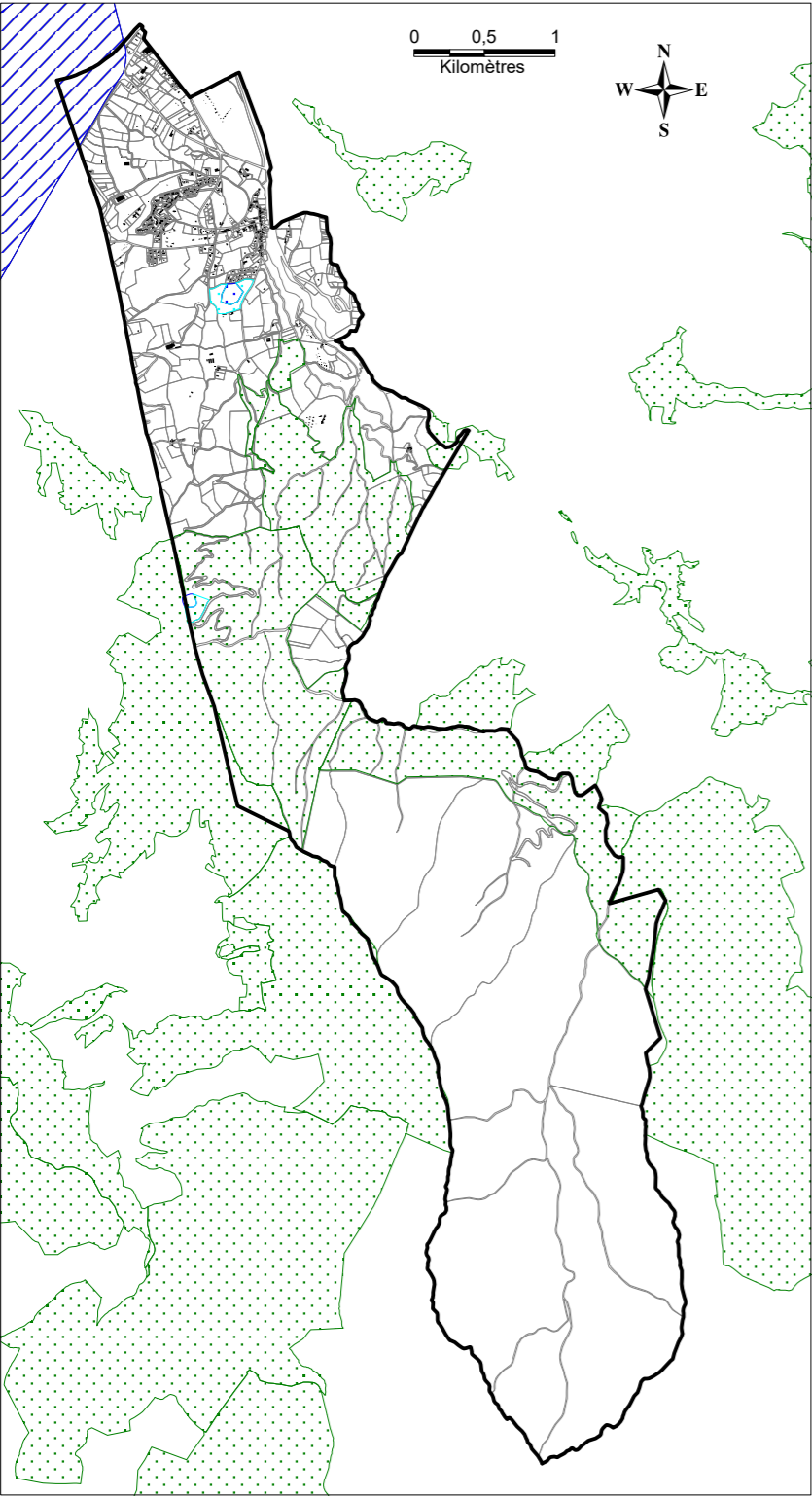
05000 GAP

☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

atelierchado@orange.fr

Plan des servitudes

Commune de Baratier





PREFECTURE DES HAUTES-ALPES

Service : SANTE ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL n° : 2002-351-12 du 17 décembre 2002

**Objet : Alimentation en eau potable de la commune de BARATIER
Mise en conformité du captage de VERDUN.**

**Le Préfet des Hautes-Alpes,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;**

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :

**des travaux de renforcement de la ressource en eau potable,
de la dérivation des eaux souterraines,
de l'instauration des périmètres des protection**

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté valant récépissé de déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.6 du Code de l'Environnement

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le Code de l'Expropriation
- VU** le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L215.13 concernant la dérivation des eaux;
- VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 , L 1324-3, L 1321-2 , L 1321-10, et L 1324-3, 1321-3 ;
- VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 126-1, R126-1 à R126-2 et R123-36 ;
- VU** le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application des articles L 122.1, L 122.3 et L 122.2 du Code de l'Environnement;
- VU** le décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles;
- VU** le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;
- VU** le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 10 juillet 1996 pris en application du décret n° 94- 841 du 26 septembre 1994 précité ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinées à la consommation humaine;
- VU la délibération de la commune de BARATIER en date du 07/09/2002 demandant :
- De déclarer d'utilité publique :
→ la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du captage de Verdun ,
→ la délimitation et la création des périmètres de protection du captage de Verdun,
- De l'autoriser à :
→ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,
→ prélever de l'eau au titre du Code de l'Environnement,
- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2002-60-4 du 01 mars 2002 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 28 juin 2002;
- VU le rapport en date du 07 octobre 2002 de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en Conseil Départemental d'Hygiène;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 7 novembre 2002 ;

Considérant que

les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;

- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes Alpes:

ARRETE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1 : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- ⇒ Les travaux réalisés par la commune de BARATIER en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du captage de Verdun situé sur la commune de BARATIER.
- ⇒ L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiat du captage de Verdun.
- ⇒ L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapproché.

ARTICLE 2 : Autorisation

La commune de Baratier est autorisé à:

- ⇒ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du captage de Verdun
- ⇒ prélever de l'Eau au titre du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : Caractéristiques des captages

➤ Les captages de VERDUN sont situés sur la commune de BARATIER sur la parcelle n° 219 section ZC. Les coordonnées cartésiennes (Lambert II étendu) sont : $x = 930,434$; $y = 1956,914$ et $z = 895$ m.

ARTICLE 4 : Débits maximums autorisés

La commune de BARATIER est autorisée à prélever un débit maximum de : **260m³/j soit 11 m³/h**

Les installations disposeront d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article 12 de la Loi sur l'Eau et de ses décrets d'application.
L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative.

ARTICLE 5 : Périmètres de protection

Des périmètres de protection immédiat et rapproché sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1 : Périmètre de protection immédiat

Le périmètre de protection immédiat s'étendra sur une surface de 1,66 hectares.
La parcelle concernée est la suivante : **n° 219 en partie, section ZC.**

La commune de BARATIER est autorisée à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiat dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Ce périmètre sera clos.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations.

Aucun ouvrage de captage supplémentaire ne pourra être réalisé à l'intérieur de ce périmètre.

ARTICLE 5.2 : Périmètre de protection rapproché

Le périmètre de protection rapproché s'étendra sur une surface de 4,65 hectares.
Les parcelles concernées sont les suivantes : **n° 219 en partie, section ZC située sur la commune de BARATIER.**

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

- toute nouvelle construction,
- les travaux en sous sol,
- le forage de puits,
- le camping et la stationnement de caravanes,
- les puits filtrants pour l'évacuation des eaux usées même pluviales,
- l'épandage des eaux usées ménagères ou des eaux vannes,
- tout stockage, dépôt ou rejet de produits potentiellement polluants,
- l'ouverture de nouvelles pistes,
- les véhicules motorisés de plaisance (motos, 4X4),
- le pacage du bétail,
- les épandages d'engrais naturels ou chimiques,
- l'épandage de substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures,
- l'irrigation.

ARTICLE 4.3 : Périmètre de protection éloigné

Il s'étendra sur le versant Sud à 1000m (Champ Bouchard, Champ Fignon et Champ Rambaud) qui participe à l'alimentation en eau des captages de Verdun. Dans cette zone, la collectivité veillera ,au strict respect de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Travaux d'aménagement

- Les canaux d'irrigation situés au Sud du périmètre de protection rapproché et à l'Ouest de périmètre de protection immédiat devront être soit supprimés soit busés sur une longueur de 360 m afin d'interdire toute possibilité d'infiltration des eaux contaminées en sous sol.
- Les effluents pré-traités du château de Verdun devront être épandus à l'extérieur du périmètre de protection rapproché.
- Déboisement et débroussaillage de la zone du périmètre immédiat
- Pose de la clôture
- Réfection de l'ouvrage de captage : remplacement du tampon de fermeture et grille anti intrusion sur l'exutoire.

ARTICLE 7: Publication des servitudes

La commune de BARATIER assure sans délai la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection immédiat et rapproché.

Les servitudes instituées à l'article 5.2 , dans le périmètre de protection rapproché seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 8 : Indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 9 : Modalité de la distribution

La commune de BARATIER est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage de Verdun dans le respect des modalités suivantes :

- Les réseaux de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.
- Le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine est soumis à autorisation préfectorale. **La commune de Baratier devra régulariser le traitement de la source de Verdun dans un délai de 1 an à compter de la signature du présent arrêté.**
- Le captage et le périmètre de protection immédiat sont propriété de la commune de BARATIER et sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau

La commune de BARATIER veille au bon fonctionnement de systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 11 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de BARATIER selon les tarifs et les modalités fixés par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du Code la Santé Publique et de la Loi sur L'eau ont constamment accès aux installations autorisés.
L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 13 : Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- ▣ l'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.
- ▣ les synthèses commentées que peut établir la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

DECLARATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

ARTICLE 14 : Situation de l'ouvrage par rapport à la Loi sur l'eau

Le captage de VERDUN est soumis à Déclaration au titre de la Loi sur l'eau. Il relève de la rubrique 1-1-0 instauré par le décret du 29 Mars 1993 :

Installation, ouvrages, travaux permettant le prélèvement dans un système aquifère autre qu'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau, d'un débit total supérieur ou égal à 8 m³/h , mais inférieur à 80 m³/h

Cet arrêté vaut récépissé de déclaration au titre de la Loi sur L'eau

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15 : Plans et visite de récolement

La commune de BARATIER établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux.

Celui-ci est adressé à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

ARTICLE 16 : Respect de l'application du présent arrêté

Les commune de BARATIER et de CROTS veillent au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 17 : Durée de validité

Les travaux et aménagements décrits ainsi que les achats ou expropriations éventuelles devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 18 : Notifications et publicité de l'arrêté

□ le présent arrêté est notifié au maire de BARATIER en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public,
- l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits d'arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles les ouvrages sont soumis,
- son insertion dans les documents d'urbanisme
- sa notification individuelle sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection immédiat et rapproché,
- sa publication à la conservation des hypothèques.

□ le présent arrêté est notifié au maire de CROTS en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public,
- l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits d'arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles les ouvrages sont soumis,
- son insertion dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 19 : Mesures exécutoires

Le Secrétaire général de la Préfecture des Hautes Alpes,
Le Maire de la commune de BARATIER,
Le Maire de la commune de CROTS,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes Alpes.

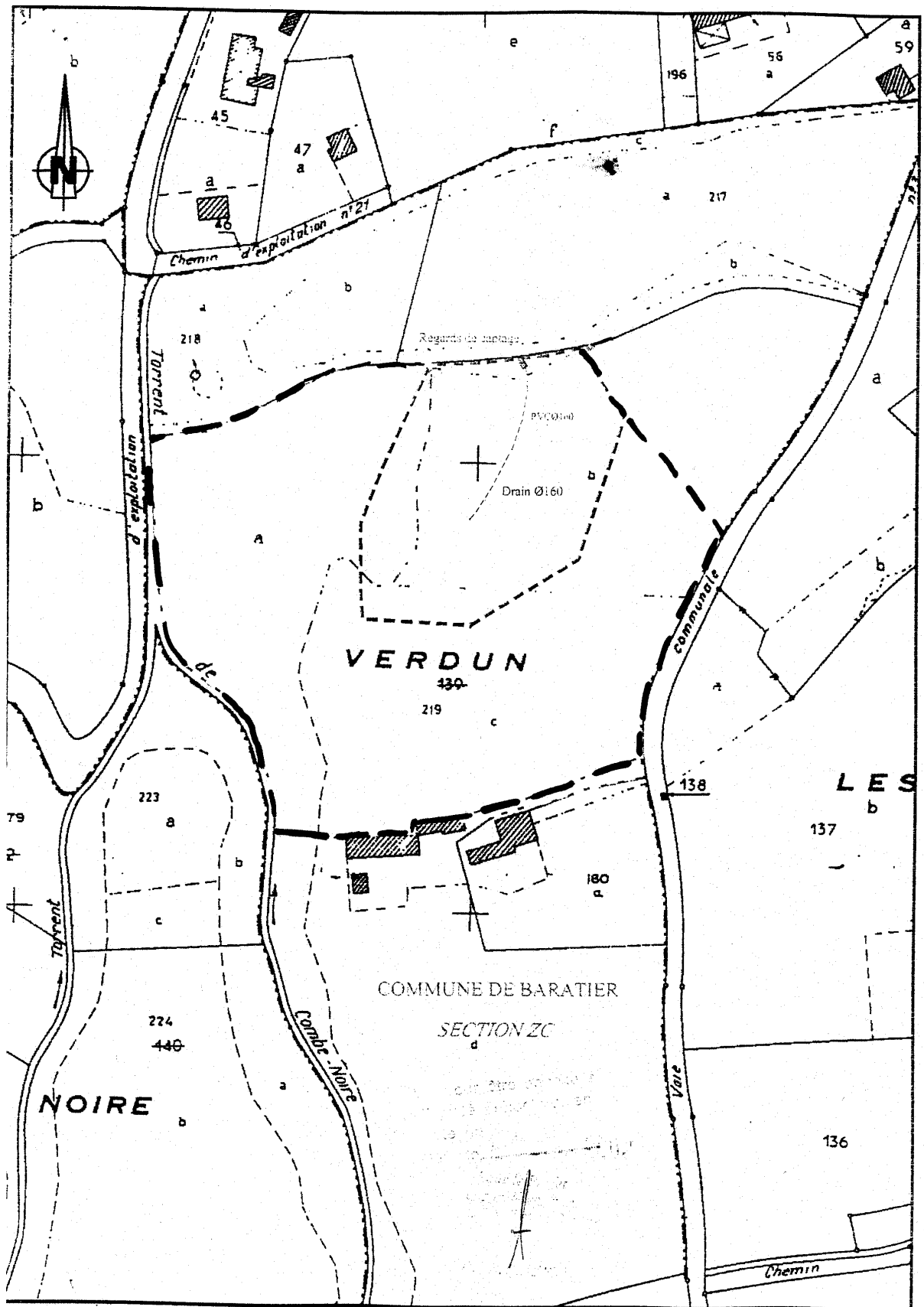
GAP, le 17 décembre 2002

**Le PREFET,
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général**

Gilles GIULIANI

Documents annexés :

- Plan parcellaire délimitant les périmètres de protection : 1 page
- Etats parcellaires : 2 pages



ETAT PARCELLAIRE

COMMUNE DE BARATIER
SOURCE DE VERDUN - PERIMETRE RAPPROCHE

Commune: Baratier

INDICATIONS CADASTRALES

Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²		
				Conten.	Soumis à servit.	Libre de servit.
VERDUN	ZC	219	L01+P01+ 03+S	76034	46560	29474

DATE ET MODE D'ACQUISITION

PROPRIETAIRES

Noms, prénoms, et domiciles

Dates et lieux de naissance

SOCIETE IMMOBILIERE CARRIERE
Château de Verdun
Chez M. Djoud
BARATIER
05200 EMBRUN

à être annexé à
le préfectoral en

le 17 01 2007

Pour



ETAT PARCELLAIRE

COMMUNE DE BARATIER									
SOURCE DE VERDUN - PERIMETRE IMMEDIAT									
Commune: Baratie									
INDICATIONS CADASTRALES									
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²			DATE ET MODE D'ACQUISITION		
				Conten.	Emprise	Hors emprise			
VERDUN	ZC	219	L01+P01+03+S	76034	16560	59474			
							SOCIETE IMMOBILIERE CARRIERE Château de Verdun Chez M. Djoud BARATIER 05200 EMBRUN		

VU pour être annexé
l'arrêté préfectoral en
date de
Gep. le 17 JAN 2002
Pour le Préfet
et cc
L'adjoint



PREFECTURE DES HAUTES-ALPES

Service : SANTE ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL n° : 2002-351-13 du 17 décembre 2002

**Objet : Alimentation en eau potable de la commune de BARATIER
Mise en conformité du captage de CHARAMAILLE.**

**Le Préfet des Hautes-Alpes,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;**

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :

**des travaux de renforcement de la ressource en eau potable,
de la dérivation des eaux souterraines,
de l'instauration des périmètres des protection**

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté valant récépissé de déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.6 du Code de l'Environnement

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le Code de l'Expropriation
- VU** le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L215.13 concernant la dérivation des eaux;
- VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 , L 1324-3, L 1321-2 , L 1321-10, et L 1324-3, 1321-3 ;
- VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 126-1, R126-1 à R126-2 et R123-36 ;
- VU** le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application des articles L 122.1, L 122.3 et L 122.2 du Code de l'Environnement;
- VU** le décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles;
- VU** le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;
- VU** le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 10 juillet 1996 pris en application du décret n° 94- 841 du 26 septembre 1994 précité ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinées à la consommation humaine;
- VU la délibération de la commune de BARATIER en date du 07/09/2002 demandant :
- De déclarer d'utilité publique :
- la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du captage de Charamaille ,
 - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage de Charamaille,
- De l'autoriser à :
- délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,
 - prélever de l'eau au titre du Code de l'Environnement,
- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2002-60-4 du 01 mars 2002 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 28 juin 2002;
- VU le rapport en date du 07 octobre 2002 de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en Conseil Départemental d'Hygiène;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 07 novembre 2002 ;

Considérant que

les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes Alpes:

ARRETE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1 : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- ⇒ Les travaux réalisés par la commune de BARATIER en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du captage de Charamaille situé sur la commune de BARATIER.
- ⇒ L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiat du captage de Charamaille.
- ⇒ L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapproché situé sur la commune de CROTS.

ARTICLE 2 : Autorisation

La commune de Baratier est autorisé à:

- ⇒ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du captage de Charamaille.
- ⇒ prélever de l'Eau au titre du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : Caractéristiques

➤ Les captages de CHARAMAILLE sont situés dans le bois du Bosquet, sur la parcelle n° 10 section ZH, sur la commune de CROTS.

Les coordonnées cartésiennes (Lambert II étendu) sont : $x = 930,165$; $y = 1954,726$; $z = 1400m$.

ARTICLE 4 : Débits maximums autorisés

La commune de BARATIER est autorisée à prélever un débit maximum de : **200 m³/j soit 8 m³/h**

Les installations disposeront d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément au Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative.

ARTICLE 5 : Périmètres de protection

Des périmètres de protection immédiat et rapproché sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1 : Périmètre de protection immédiat

Le périmètre de protection immédiat s'étendra sur une surface de 6260 m²

Les parcelles concernées sont les suivantes : **n° 2127 en partie section C située sur la commune de CROTS et n° 10 en partie section ZH située sur la commune de BARATIER.**

La commune de BARATIER est autorisée à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiat dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Ce périmètre sera clos.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations.

Aucun ouvrage de captage supplémentaire ne pourra être réalisé à l'intérieur de ce périmètre.

ARTICLE 5.2 : Périmètre de protection rapproché

Le périmètre de protection rapproché s'étendra sur une surface de 1,88 hectares.

Les parcelles concernées sont les suivantes : **n° 2127 en partie section C située sur la commune de CROTS et n° 10 en partie section ZH située sur la commune de BARATIER.**

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

- toute nouvelle construction,
- les travaux en sous sol,
- le forage de puits,
- le camping et la stationnement de caravanes,
- les puits filtrants pour l'évacuation des eaux usées même pluviales,
- l'épandage des eaux usées ménagères ou des eaux vannes,
- tout stockage, dépôt ou rejet de produits potentiellement polluants,
- l'ouverture de nouvelles pistes,
- les véhicules motorisés de plaisance (motos, 4X4),
- le pacage du bétail,
- les épandages d'engrais naturels ou chimiques,
- l'épandage de substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures,
- l'irrigation.

ARTICLE 6: Travaux d'aménagement

- Afin d'éviter les écoulements superficiels, les drains seront recouvert par de l'argile et un film plastique à l'aplomb des drains.
- Déboisement et débroussaillage de la zone du périmètre immédiat,
- Pose de la clôture
- Réfection des ouvrages amont et aval
- Mise en place de barrières cadenassées et de panneaux indicateurs de part et d'autre du tronçon du "chemin d'exploitation n°31" situé à l'amont du captage de Charamaille.

ARTICLE 7 Publication des servitudes

La commune de BARATIER assure sans délai la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

Les servitudes instituées à l'article 5.2, dans le périmètre de protection rapproché seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 8: Indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 9: Modalité de la distribution

La commune de BARATIER est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir de captage de Charamaille, dans le respect des modalités suivantes :

- Les réseaux de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.
- Le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine est soumis à autorisation préfectorale. **La commune de Baratier devra régulariser le traitement de la source de Verdun dans un délai de 1 an à compter de la signature du présent arrêté.**
- Le captage et les périmètre de protection immédiat sont propriété de la commune de BARATIER et sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 11 Surveillance de la qualité de l'eau

La commune de BARATIER veille au bon fonctionnement de systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 12: Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de BARATIER selon les tarifs et les modalités fixés par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13: Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ont constamment accès aux installations autorisées.
L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 14: Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.
- les synthèses commentées que peut établir la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

DECLARATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

ARTICLE 15: Situation de l'ouvrage par rapport à la Loi sur l'eau

Le captage de CHARAMAILLE est soumis à Déclaration au titre de la Loi sur l'eau. Il relève de la rubrique 1-1-0 instauré par le décret du 29 Mars 1993 :

Installation, ouvrages, travaux permettant le prélèvement dans un système aquifère autre qu'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau, d'un débit total supérieur ou égal à 8 m³/h, mais inférieur à 80 m³/h

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16: Plans et visite de récolement

La commune de BARATIER établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux.

Celui-ci est adressé à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

ARTICLE 17 : Respect de l'application du présent arrêté

Les communes de BARATIER et de CROTS veillent au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 18: Durée de validité

Les travaux et aménagements décrits ainsi que les achats ou expropriations éventuelles devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19: Notifications et publicité de l'arrêté

□ le présent arrêté est notifié au maire de BARATIER en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public
- l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits d'arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles les ouvrages sont soumis,
- son insertion dans les documents d'urbanisme
- sa notification individuelle sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection,
- sa publication à la conservation des hypothèques.

□ le présent arrêté est notifié au maire de CROTS en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public
- l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits d'arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles les ouvrages sont soumis,
- son insertion dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 20 Mesures exécutoires

Le Secrétaire général de la Préfecture des Hautes Alpes,
Le Maire de la commune de BARATIER,
Le Maire de la commune de CROTS,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes Alpes.

GAP, le 17 décembre 2002

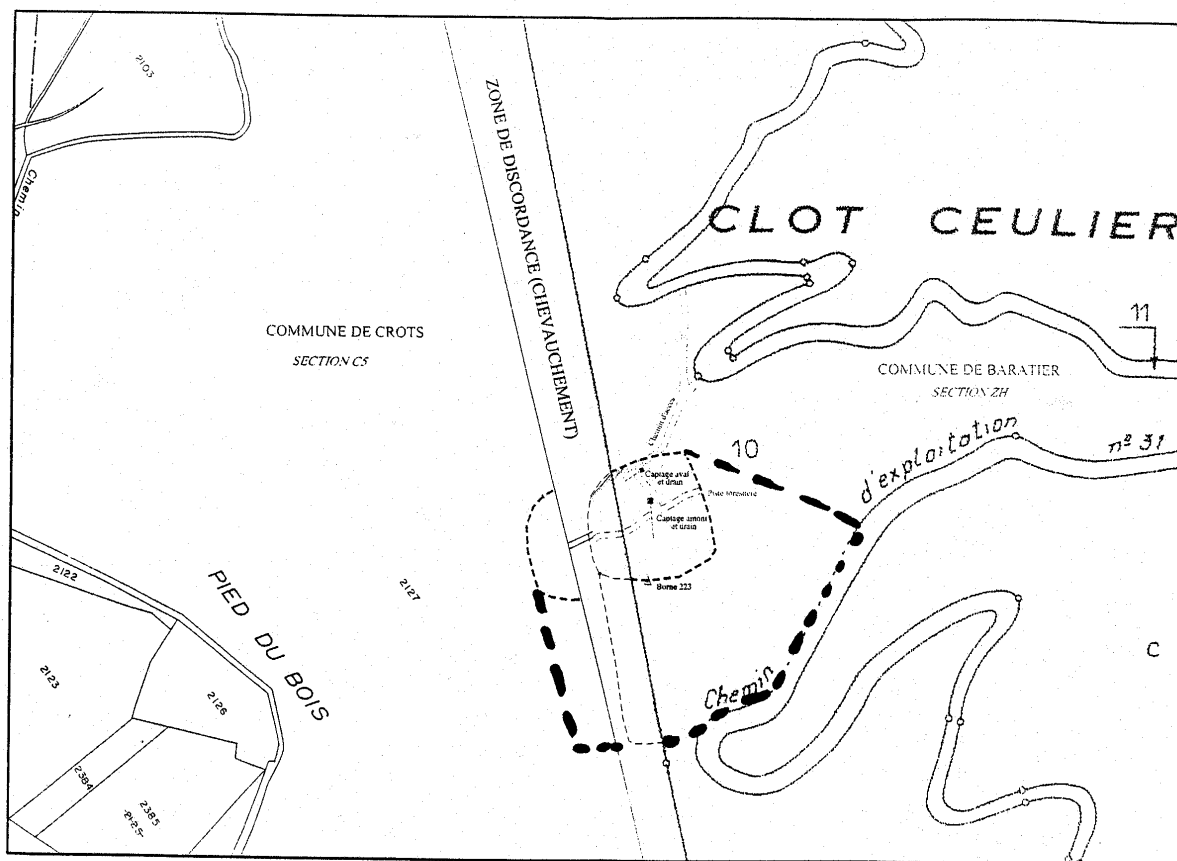
**Le PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général**

Gilles GIULIANI

Fait en Mairie
Pour le Préfet, le 17/12/2002
Gilles Giuliani

Documents annexés :

- Plan parcellaire délimitant les périmètres de protection : 1 page
- Etats parcellaires : 4 pages



Captage de Charamaille

Après être annexé à
la commune de Baratier

11

ETAT PARCELLAIRE

Commune: Baratier

Page 1 sur 2

DEPARTEMENT : Hautes-Alpes
COMMUNE DE BARATIER
CAPTAGES DE CHARAMAILLE - PERIMETRE IMMEDIAT

INDICATIONS CADASTRALES					DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES		
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²				Noms, prénoms, et domiciles	Dates et lieux de naissance
				Conten.	Emprise				
CLOT CEULIER	ZH	10	BR01	149620	4570	145050		1 COMMUNE DE BARATIER A la Mairie Au Vig BARATIER 05200 EMBRUN	

pour être annexé à
le préfectoral en
celle de
le 17 oct 2022

ETAT PARCELLAIRE

DEPARTEMENT : Hautes-Alpes
 COMMUNE DE BARATTIER
 CAPTAGES DE CHARAMAILLE - PERIMETRE IMMEDIAT

Commune: Crots

Page 2 sur 2

INDICATIONS CADASTRALES					DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES		Dates et lieux de naissance
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²				Noms, prénoms, et domiciles	
				Conten.	Emprise	Hors emprise			
PIED DU BOIS	C	2127	BR03	270800	1690	269110	COMMUNE DE CROTS A la Mairie CROTS 05200 EMBRUN		
									23

ETAT PARCELLAIRE

Commune: Crots										DEPARTEMENT : Hautes-Alpes									
										COMMUNE DE BARATIER									
										CAPTAGES DE CHARAMAILLE - PERIMETRE RAPPROCHÉ									
										Page 2 sur 2									
INDICATIONS CADASTRALES										PROPRIETAIRES									
Lieu-dit		sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²			DATE ET MODE D'ACQUISITION		Noms, prénoms, et domiciles		Dates et lieux de naissance							
					Conten.	Soumis à servit.	Libre de servit.												
PIED DU BOIS		C	2127	BR03	270800	3280	267520	1		COMMUNE DE CROTS									
										A la Mairie									
										CROTS									
										05200 EMBRUN									
												23							

Annexe 1
Etat professionnel en
17 DEC 2001
F. B. / J. B.
F. B. / J. B.

ETAT PARCELLAIRE

Commune: Baratier

DEPARTEMENT : Hautes-Alpes
COMMUNE DE BARATIER
CAPTAGES DE CHARAMAILLE - PERIMETRE RAPPROCHE

Page 1 sur 2

INDICATIONS CADASTRALES					PROPRIETAIRES			
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²		DATE ET MODE D'ACQUISITION	Noms, prénoms, et domiciles	Dates et lieux de naissance
				Conten.	Soumis à servit.			
CLOT CEUIER	ZH	10	BR01	149620	15510	134110	1 COMMUNE DE BARATIER A la Mairie Au Vig BARATIER 05200 EMBRUN	

Il a été annexé à
ce plan cadastral de
la commune de
Baratier le 17 DEC 2005

PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

Direction des services du Cabinet
et de la sécurité

Service interministériel de défense
et de sécurité civile

Gap, le 22 FEV. 2018

Arrêté préfectoral n° 05-2018-02-22-004

**Portant approbation de la modification
du plan de prévention des risques naturels prévisibles
de la commune de BARATIER**

**La préfète des Hautes-Alpes
Chevalier de la légion d'honneur**

- VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L142-2, L211-1, L443-2 et R123-14, R600 et suivants ;
- VU le code des assurances, et notamment l'article L125-6 ;
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 562-1 et suivants ;
- VU la loi n° 2004-811 du 13/08/2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- VU le décret du 15/11/2017 portant nomination de Madame Cécile BIGOT-DEKEYZER en qualité de Préfète des Hautes-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012206-0001 du 24 juillet 2012 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de la commune de Baratier ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 05-2017-11-28-001 du 28 novembre 2017 portant prescription de la modification du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de la commune de Baratier ;
- VU l'avis favorable de la commune de Baratier ;
- VU l'avis tacite de la communauté de communes du Serre-Ponçon ;
- VU les observations sur le projet de règlement au cours de la mise à disposition au public du projet de modification du PPR, durant la période du lundi 18 décembre 2017 au vendredi 19 janvier 2018 ;
- VU les pièces du dossier transmises par M. le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des services du cabinet de la Préfecture des Hautes-Alpes :

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

Est approuvée, telle qu'elle est annexée au présent arrêté, la modification du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles (P.P.R.N.) de la commune de Baratier.

ARTICLE 2 :

Le dossier de modification du P.P.R.N. comprend :

1. Un rapport de présentation,
2. Un règlement.

ARTICLE 3 :

Ce dossier est tenu à la disposition du public tous les jours ouvrables et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux :

1. à la mairie de Baratier,
2. à la communauté de communes du Serre-Ponçon,
3. à la Préfecture des Hautes-Alpes, à Gap

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Alpes et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal ci-après désigné : le Dauphiné Libéré (édition des Hautes-Alpes).

ARTICLE 5 :

Copie du présent arrêté sera affichée aux sièges de la mairie de Baratier et de la communauté de communes du Serre-Ponçon sur les panneaux d'affichage officiels, pendant un mois au minimum. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et du président de la communauté de communes adressé à la préfecture.

ARTICLE 6 :

En application des articles L-151-43, L153-60 et R-153-18 du Code de l'Urbanisme, la modification du P.P.R.N. approuvée vaut servitude d'utilité publique et sera à ce titre annexée au Plan Local d'Urbanisme par la commune dans un délai de trois mois.

ARTICLE 7 :

Tout recours gracieux contre le présent arrêté doit parvenir en Préfecture des Hautes-Alpes dans un délai de deux mois à compter de la dernière des parutions citées à l'article 4.

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au tribunal administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de la dernière des parutions citées à l'article 4.

ARTICLE 8 :

Messieurs le secrétaire général de la Préfecture, le directeur des services du Cabinet, les chefs de service départementaux, le maire de la commune de Baratier et la Présidente de la communauté de communes du Serre-Ponçon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

La préfète


Cécile BIGOT-DEKEYZER